



LÉGATION DE SUISSE  
EN TURQUIE

70/5. -HA/hj.

Ankara, le 18 novembre 1948.

Rapport politique no 31

Confidences turques sur la  
situation générale

Monsieur le Conseiller Fédéral,

Ce n'est pas sans impatience que l'opinion turque attendait la reprise des travaux de la Grande Assemblée nationale. Une interpellation avait, en effet, été déposée sur le bureau du Parlement par le parti démocrate au sujet de la question de l'augmentation du prix du sucre et, comme cette majoration de prix était des plus impopulaires, même dans les milieux "républicains", on se demandait si le gouvernement Hasan Saka allait sortir victorieux du feu concentrique dirigé contre sa politique. L'affaire eut toutefois une suite assez imprévue. Préalablement à la discussion à l'Assemblée, le gouvernement, qui se sentait abandonné par nombre de ses amis, tint à soumettre la question du sucre au groupe parlementaire du parti républicain dont il relève. Les critiques furent assez vives, à telle enseigne que l'on crut, à un moment donné, qu'une crise ministérielle allait s'ouvrir. Comme me l'a dit un député "républicain" qui sortait de la séance, "le cabinet a frisé la défaite". Elle fut cependant évitée par le fait que la chute du cabinet Hasan Saka aurait constitué une victoire incontestable pour l'opposition. Or, cette victoire, il fallait à tout prix l'empêcher, ce qui amena finale-

Monsieur Max Petitpierre,  
Conseiller Fédéral,  
Chef du Département Politique Fédéral,  
B e r n e .



- 2 -

ment les censeurs à placer la discipline de parti au-dessus de leur mécontentement personnel. M. Hasan Saka obtint ainsi l'appui du parti majoritaire décidé, malgré tout, à faire échec à la "motion de censure" que les démocrates avaient introduite contre le gouvernement.

L'affaire revint ensuite devant le Parlement et M. Hasan Saka expliqua les raisons impérieuses qui avaient obligé son gouvernement à recourir à une mesure aussi draconienne. L'argent manquait; il fallait s'en procurer coûte que coûte. Les porte-parole de l'opposition firent alors savoir, à la surprise générale, qu'ils s'abstiendraient de toute discussion. Pour eux, un débat devenait inutile, puisque le parti majoritaire avait déjà délibéré, en dehors de l'Assemblée, sur le sujet de l'interpellation et que, sans attendre les critiques de l'opposition, il avait décidé, quoi qu'il arrive, de soutenir le gouvernement. Cette attitude suscita les protestations des "républicains" désireux de montrer à l'opinion que, sous le régime actuel, le jeu parlementaire fonctionne normalement. Un député cria aux membres de l'opposition: "Même si vous savez que vous n'obtiendrez pas de résultat, parlez! Vous n'aurez pas moins donné du fil à retordre au gouvernement en face de l'opinion publique". Un autre député leur lança: "Un Turc défend sa cause, même s'il est seul à la défendre!"

Ces appels restèrent sans résultat. L'opposition se tint coite. En somme, comme certains journaux l'ont relevé, elle ne tient pas beaucoup à substituer un cabinet "républicain" à un autre cabinet "républicain"; ce qu'elle veut, c'est "montrer clairement à l'opinion publique comment la politique du parti au pouvoir ruine le pays". Ce qu'elle désire surtout, ce sont de nouvelles élections générales, seule possibilité pour elle d'accéder au pouvoir, but suprême de ses efforts et de ses campagnes de propagande.

Causant assez longuement avec une personnalité très près du Ministère de l'Intérieur et du Ministère de la guerre, j'ai recueilli des informations assez inédites sur ce que certains milieux turcs influents pensent de la situation générale. Voici, en gros, ce que mon interlocuteur m'a exposé:

- 3 -

Le règne du parti "républicain" est ébranlé. Il aura de la peine à se maintenir encore longtemps au pouvoir. Un mouvement puissant pousse la Turquie vers des élections générales anticipées et l'on est certain que, dans cette éventualité, la majorité des suffrages des électeurs n'ira pas aux "républicains". Mais, contrairement à ce qu'on pense généralement, leurs successeurs ne seront pas les "démocrates". Comme tout permet de l'escompter, le vainqueur sera le parti de la Nation patronné par le Maréchal Tchakmak et dirigé effectivement par M. Hikmet Bayour, l'ennemi déclaré du Président de la République, et par M. Kenan Euner. Les "démocrates" manquent, en effet, de "chefs dynamiques". M. Celal Bayar et ses amis ne sont pas des lutteurs qui s'imposent au peuple. Ils sont trop débonnaires, trop conciliants, trop placides, trop doux. Ce sont évidemment des qualités, mais ce ne sont pas celles du tribun. Il faut davantage pour soulever les masses. Les "leaders" du parti de la Nation sont d'une tout autre étoffe. Hikmet Bayour, par exemple, est un redoutable jouteur et, avec sa plume acérée, de pamphlétaire, il ne craint pas d'assener les plus dures vérités sur la tête de ses adversaires. Et ses coups portent dans l'opinion turque. On s'en apercevra un jour. Ce n'est d'ailleurs pas un nouveau venu. Il a joué un grand rôle dans l'entourage d'Ataturk, dont il a toujours été un favori. Il lui est même arrivé, comme Ministre de l'instruction publique, de faire désavouer par le "grand chef" son propre président du Conseil, qui était alors M. Ismet İnönü, l'actuel Président de la République. L'inimitié de ces deux hommes a été pour beaucoup d'ailleurs dans la constitution du deuxième grand parti d'opposition. M. Bayour veut la tête du Président İnönü.

Ce dernier est suivi dans tous ses gestes et mouvements par les gens du parti de la Nation. On lui reproche amèrement de perpétuer, dans la Turquie démocratique d'aujourd'hui, "le régime du chef". Pour les "nationalistes", l'heure de la dictature personnelle est passée. Mais, d'après eux, M. İnönü continue à en faire à sa tête. Il vient encore d'imposer comme président son ami Saracoglou à la Grande Assemblée nationale. On ne le lui pardonnera guère. Il ne faut pas oublier, me

- 4 -

dit mon interlocuteur, que "Saracoglou est l'homme le plus haï de Turquie". C'est "l'homme du varlik", cet impôt sur la fortune qui s'est révélé comme une véritable spoliation.\* Sous l'inspiration de leur chef, les "républicains" jouent un jeu extrêmement dangereux qui va parfois jusqu'à la bravade. Ce n'est pas ce qui consolidera leurs assises dans le pays. Ils sont de plus en plus "impopulaires" et ce n'est pas, avec des coups de barre à droite comme celui-là, qu'ils regagneront la confiance de l'électeur turc.

Du côté du parti de la Nation, on souhaiterait vivement une amélioration des relations avec l'Union soviétique. On fait des vœux pour qu'un changement se produise, sans, bien entendu, que les intérêts supérieurs de la Turquie aient à en souffrir en quoi que ce soit. Dans une telle éventualité, la position du Président İnönü deviendrait intenable, car il a tout joué sur la carte américaine. De toute façon, la politique étrangère du gouvernement "républicain", qui avait obtenu jusqu'ici l'adhésion sans réserves de tous les partis, va être désormais une cible pour les nationalistes. On ne ratifiera plus automatiquement ce qu'elle fait. Elle se lie trop les mains du côté de l'Occident. On exigera d'elle plus de souplesse.

Quant à la situation internationale, mon informateur me confie ceci: Pour les milieux militaires turcs, la guerre "est inévitable", à moins d'une retraite générale de l'Union soviétique. Leur conviction repose surtout sur les constatations faites par le chef de l'aviation qui s'est rendu récemment aux Etats-Unis. Là-bas, on lui a fait voir tout l'effort d'armement américain. Il est gigantesque et dépasse déjà ce qu'on a fait pendant la dernière guerre. Mais il n'est pas achevé. Il ne le sera que vers 1951. A ce moment, il faudra se décider: ou l'on obtiendra un arrangement satisfaisant avec les Soviétiques ou force

---

\*Si M. Saracoglou est "l'homme le plus haï de la Turquie", il n'a pas l'air d'en beaucoup souffrir. Le même jour, je l'avais encore rencontré dans son salon du Parlement et j'avais eu avec lui, pendant plus d'une demi-heure, une conversation à bâtons rompus des plus cordiales.

- 5 -

sera de recourir à la guerre. Les militaires américains ont déclaré, en effet, que leur pays ne pourrait pas faire supporter plus longtemps aux contribuables le fardeau de telles dépenses. Or, si la tension avec l'U.R.S.S. se maintenait au-delà de 1951, le matériel de guerre coûterait encore des sommes énormes, car, soit à la suite d'usage ou de vieillissement naturel, soit à la suite d'inventions nouvelles, il faudrait le renouveler, du moins en partie. L'actuelle situation de paix armée se poursuivrait donc avec les dépenses énormes qu'elle nécessite, ce qui serait intolérable. Pour les experts de Washington, il serait matériellement impossible de prolonger l'effort au-delà de la date susindiquée. Le matériel accumulé jusqu'en 1951 devra ou être utilisé ou rendu inutile par une amélioration fondamentale des relations avec les Soviets. Ceux-ci n'auront pas le choix: on leur demandera ou de se retirer, non pas derrière le rideau de fer, mais bien à l'intérieur de leurs frontières politiques, ou d'affronter la puissance des armes américaines. Retrait volontaire ou expulsion manu militari. Ce sera la seule alternative.

Que feront les Russes?

Tout dépendra, me dit mon interlocuteur - et je comprends tout de suite pourquoi il est venu me voir - des développements en Extrême-Orient. Actuellement, la situation en Chine évolue en faveur de Moscou. Chiang-Kai-Chek est en train de subir une débâcle, ce qui va profiter énormément aux communistes russes. La Chine avec eux, leur position sera redoutable dans ces régions. Elle est déjà inquiétante aujourd'hui. A Ankara, on possède des informations sûres sur leurs infiltrations aux Indes. Ils travaillent activement par des agents habiles qui vont semer subrepticement la "bonne nouvelle" dans les masses indoues. L'Indoustan et le Pakistan sont déjà menacés. Or, à supposer que le communisme réussisse à s'implanter solidement en Extrême-Orient, la Russie se sentira si forte qu'elle tiendra tête, selon toute vraisemblance, au futur ultimatum américain. Et ce sera la guerre, la guerre générale dans le monde entier entre ce qui est communiste et ce qui ne l'est pas. Si, au contraire, les Soviets échouent dans leur tentative de s'assurer de

solides points d'appui en Asie, il est fort possible que, pris entre deux feux, ils cèdent à la menace américaine et se retirent dans leurs terres, abandonnant toute idée d'hégémonie en Europe et ailleurs.

La situation en Extrême-Orient présente toutefois encore bien des inconnues. Le Japon en constitue une, et non des moindres, et l'on se demande, à Ankara, quelle pourra bien être l'attitude de ce peuple vaincu envers une Chine communiste et une Russie voisine devenue plus puissante que jamais. Ne pourrait-il se laisser entraîner par les sirènes de Moscou? On espère évidemment que non et l'on fait des vœux pour qu'il devienne un instrument d'action efficace entre les mains des Américains. S'il en était ainsi, l'apport japonais compenserait alors la défection chinoise et permettrait même d'escompter un redressement en Chine.

En attendant, et sans perdre de vue les graves événements du Far-East, on continue à suivre de très près les agissements et manoeuvres des Soviets en Europe. Le front grec a beaucoup perdu de son intérêt. Malgré le cas Tito, la Yougoslavie reste fidèle à la doctrine. A la suite de l'intervention du "Kominform", elle a cherché à se rapprocher de l'Occident. L'Angleterre n'était pas hostile, mais les Etats-Unis ont opposé un sec refus. Ils seraient persuadés que 80% des Yougoslaves sont contre la dictature actuelle et il est contraire aux principes américains d'agir contre la volonté des peuples. Sur ces entrefaites, Belgrade s'est tournée de nouveau vers Moscou. Les Soviets, en cas de conflit, n'auraient donc rien à redouter de leur satellite. On va même jusqu'à dire, dans certains cercles turcs, que la brouille entre le "Kominform" et le Maréchal Tito n'est qu'un bluff.

Pour le moment, il ne serait guère douteux que Moscou travaille à l'instauration d'une sorte de Confédération des Etats liges, Confédération qu'elle serait seule à représenter diplomatiquement au dehors.\* On en voit déjà les symptômes en Turquie. Les Ambassadeurs de Yougosla-

---

\*Fait curieux, l'Ambassadeur des Etats-Unis me faisait part de la même crainte la semaine dernière.

- 7 -

vie et de Roumanie, ainsi que le Ministre de Tchécoslovaquie sont partis et n'ont été remplacés que par des comparses qui n'ont aucune importance personnelle. Il ne s'agirait pas seulement de frapper d'une "capitis deminutio" les Missions diplomatiques des pays satellites, mais même de les remplacer peu à peu par des Consulats qui, ne traitant aucune question politique - ce serait l'apanage exclusif de l'Ambassade des Soviets - ne feraient plus que vaquer à des affaires d'ordre administratif ou, à la rigueur, aussi économique. Ce ne serait plus, à tout prendre, que des dépendances de l'Ambassade soviétique. Mon interlocuteur m'assure qu'on possède à ce sujet des informations assez suggestives et qu'elles ont été obtenues par l'interception de certains télégrammes expédiés d'Ankara à des capitales sises derrière le rideau de fer. Il ajoute même, en riant de bon coeur, que le chiffre des pays satellites n'a rien de sorcier et qu'il a été assez facile d'en saisir la clef.

Tels sont, assez fortement condensés, les renseignements que j'ai recueillis. Leur valeur intrinsèque peut être sujette à caution. Les éléments d'information de mon interlocuteur sont-ils assez nombreux et assez concordants pour que l'on soit déjà en mesure d'en tirer des conclusions positives? Mais je les donne tels qu'ils m'ont été fournis, et je m'y sentais d'autant plus obligé qu'ils émanent des sphères les plus hautes de l'information politique turque.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller Fédéral, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments respectueusement dévoués.

Le Ministre de Suisse :

*C. G. J.*